

PRINTEMPS 2007
UNE PUBLICATION DE LA CHAMBRE DE
COMMERCE DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN

TABLEAU DE BORD

DE L'AGGLOMÉRATION URBAINE DE MONTRÉAL

BILAN 2006

PER

L-520

BAnQ



Partenaire exclusif



Développement
économique Canada

Canada Economic
Development

Canada



Chambre de commerce
du Montréal métropolitain

Board of Trade of Metropolitan Montreal

TABLE DES MATIÈRES

ÉDITORIAL
p.1

LES INDICATEURS
ÉCONOMIQUES D'ICI
CANADA, QUÉBEC
ET MONTRÉAL
p.2

MONTRÉAL ET LES
AUTRES MÉTROPOLIS
CANADIENNES
MONTRÉAL, CALGARY, OTTAWA,
TORONTO ET VANCOUVER
p.3

RETOUR SUR 2006
p.4

LES GRAPPES
MONTRÉALAISES
EN 2006
p.11

LES SOCIÉTÉS D'ÉTAT
EN 2006
p.13

LES PME EN 2006
À MONTRÉAL
p.15

LE BILAN DE DIRIGEANTS
D'ENTREPRISES
p.17

CHRONIQUE DE
DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE CANADA
p.19

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION
Chantal Bouvier
Vice-présidente, Analyse et
Communications

RÉDACTEUR EN CHEF
Sylvain Bouffard
Directeur, Analyse et politiques

RÉDACTEUR
Omar Chaar, analyste économique

RÉVISION ET COORDINATION
**Madeleine Murdock et
Christine Lalancette**
Coordonnatrices, Publications
et correctrices-réviseuses

CONCEPTION GRAPHIQUE
Guylaine Dupuis
Coordonnatrice et graphiste

IMPRESSION
Groupe Laurier

Également disponible
sur le site Web de la Chambre :
www.ccmm.qc.ca

Société canadienne des postes –
Envoi de publications canadiennes
Convention no 40063203

POUR NOUS JOINDRE
380, rue St-Antoine Ouest
Bureau 6000
Montréal (Québec)
H2Y 3X7
Tél. : 514 871-4000
Télec. : 514 871-1255
www.ccmm.qc.ca

Tableau de Bord est une publication biannuelle de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain réalisée en partenariat avec Développement économique Canada. Pour des données régulièrement mises à jour, nous vous invitons à consulter le Tableau de bord en ligne à l'adresse suivante : www.tableaubordmontreal.com



ÉDITORIAL

2006 : UN AVANT-GOÛT DE 2007 ?

À bien des égards, l'année 2006 aura été intrigante, à la fois pour l'économie de la région métropolitaine de Montréal et, sous certains aspects, pour l'économie mondiale. La raison de cela est la présence de tendan-

ces qui peuvent sembler contradictoires : la hausse vertigineuse des prix du pétrole et la résilience de la croissance de l'économie mondiale; le ralentissement de l'économie américaine et l'augmentation des exportations québécoises; la croissance bien modeste du PIB montréalais et l'enregistrement de l'une des meilleures performances de la métropole pour ce qui est de l'emploi.

Dans la même veine, plusieurs données mettent en évidence les nombreux défis qui ont caractérisé 2006 pour les PME montréalaises. Parallèlement, tant le récit de certains dirigeants d'entreprises que les performances des grappes indiquent que l'économie métropolitaine est capable de faire face à ces défis.

Chose certaine, ce bilan 2006 que nous publions démontre hors de tout doute les liens profonds qui existent entre l'économie montréalaise et celle du reste du monde. Au même titre que les États-Unis n'assument plus l'entière responsabilité de la croissance économique mondiale, l'intégration internationale de nos entreprises s'étend de plus en plus au-delà du marché américain. Et cela se fait par une plus grande diversification des marchés d'exportation autant que par la mise en place de chaînes d'approvisionnement qui sont résolument mondiales.

Une chose est sûre : l'ampleur et la complexité de cette intégration sont fascinantes. C'est le cas, évidemment, de toutes ces nouvelles technologies qui contribuent, inlassablement, à « aplatir le monde » pour reprendre l'idée maîtresse du livre *The World Is Flat*, de Thomas L. Friedman. Il en va de même pour l'impact majeur que cette intégration crée à l'échelle locale, tout particulièrement sur l'évolution de notre consommation intérieure, qui demeure solide, année après année. Or, force est de reconnaître que la vigueur de cette demande locale est en partie soutenue par les coûts compétitifs que permettent l'achat et la production de biens dans les économies émergentes – et que cela permet à des entreprises bien d'ici, comme Trudeau ou L.L. Lozeau qui contribuent à cette édition de *Tableau de bord*, de tirer leur épingle du jeu.

Tout cela pour dire qu'au moment d'écrire ces lignes, il est tentant de se demander si 2006 n'aura pas été qu'une grande répétition pour 2007. Bien des indicateurs ont poursuivi sur leur lancée de 2006, que ce soit l'emploi à Montréal qui continue à enregistrer de bons résultats ou les cours du pétrole et du dollar canadien qui poursuivent leur ascension.

Si c'est le cas, si 2007 est un peu une reprise de 2006, il y a tout lieu d'espérer que Montréal saura faire mieux sur un aspect bien précis : celui de la création de richesse. Alain Dubuc a souligné avec beaucoup d'à-propos en 2006 nos retards en cette matière avec son livre *Éloge de la richesse*. Ainsi, avec une prévision (mise à jour en mars) pour Montréal d'une croissance du PIB de 2,6 % en 2007, le Conference Board du Canada semble suggérer que l'appel de M. Dubuc commence peut-être à être un peu plus entendu...

Isabelle Hudon
Présidente et chef de la direction
Chambre de commerce du Montréal métropolitain

LES INDICATEURS ÉCONOMIQUES D'ICI

CANADA, QUÉBEC ET MONTRÉAL

INDICATEURS ÉCONOMIQUES D'ICI				
Indicateurs	En date de	Canada	Québec	Montréal
Activité économique				
PIB	2006	+ 2,7 %	+ 1,6 %	+ 1,6 %
Marché du travail				
Emplois créés	2006	+ 2 %	+ 1,3 %	+ 1,8 %
Taux d'activité	2006	67,2 %	65,5 %	67,5 %
Taux de chômage	2006	6,3 %	8 %	8,4 %
Construction et immobilier				
Permis de bâtir	2006	+ 9 %	+ 6,4 %	+ 4 %
Mises en chantier	2006	+ 0,8 %	- 6 %	- 9,9 %
Pouvoir d'achat et consommation				
Inflation (IPC 1992=100)	2006	+ 2 %	+ 1,7 %	+ 1,8 %
Ventes au détail	2006	+ 6,2 %	+ 4,6 %	+ 3,2 %
Commerce extérieur				
Exportations	2006	+ 0,9 %	+ 3 %	-

Les variations sont exprimées par rapport à 2005

Source : Conference Board du Canada, Statistique Canada, Strategis, Institut de la statistique du Québec

INDICATEURS ÉCONOMIQUES D'ICI			
Marchés financiers	Valeur au 4 juin 2007	Variation par rapport	
		Au mois précédent	À l'année précédente
Taux directeur Banque du Canada	4,25 %	0 point de base	0 point de base
Dollar canadien (vs. \$US)	94,48 cents	+ 0,99 cents	+ 4,89 cents
Prix du baril de pétrole (WTI, en \$US)	65,94 \$	+ 3,06 %	- 7,06 %

Source: Banque du Canada, Energy Information Administration

MONTRÉAL ET LES AUTRES MÉTROPOLES CANADIENNES

MONTRÉAL, CALGARY, OTTAWA, TORONTO ET VANCOUVER

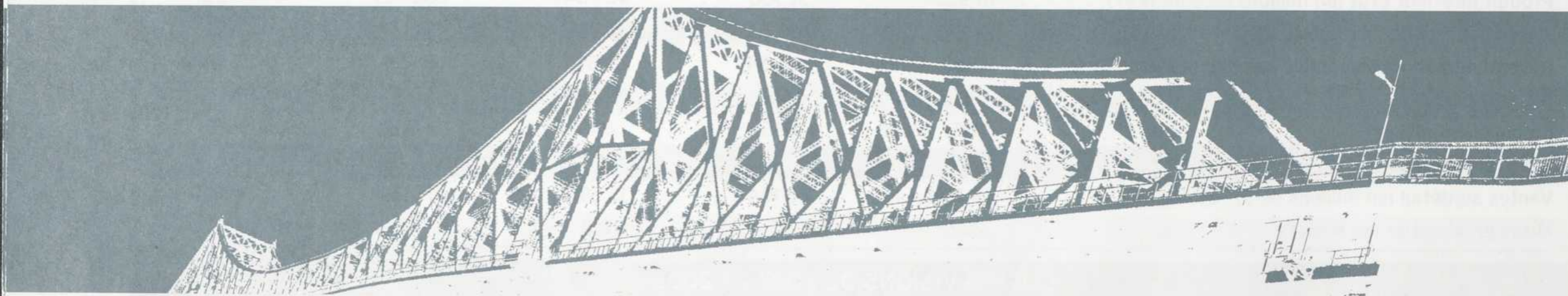
LES RÉSULTATS DE 2006					
	Montréal	Calgary	Ottawa	Toronto	Vancouver
Produit intérieur brut (en millions de \$ de 1997)	111 952	51 306	40 734	202 329	73 067
Revenu personnel <i>per capita</i> (en dollars)	32 618	47 178	37 949	35 774	33 333
Revenu personnel disponible <i>per capita</i> (en dollars)	24 610	36 854	28 893	27 237	25 906
IPC (1992=100)	125,6	141,3	132,4	130,7	128,1
Emplois (en milliers)	1 857	655	643	2 802	1 187
Taux de chômage	8,4 %	3,3 %	5,2 %	6,6 %	4,4 %
Ventes au détail (en millions de \$)	39 704	20 104	13 595	55 124	24 360
Mises en chantier (en milliers)	22,8	17	8,8	37,1	18,7

LES PRÉVISIONS DE 2007 ET 2008										
(À l'exception du taux de chômage, les variations sont exprimées par rapport à l'année précédente)										
	Montréal		Calgary		Ottawa		Toronto		Vancouver	
	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Produit intérieur brut	+ 2,6	+ 3	+ 4,2	+ 4	+ 2,2	+ 2,9	+ 2,5	+ 3,9	+ 2,9	+ 3,6
Revenu personnel <i>per capita</i>	+ 4,6	+ 2,8	+ 1,4	+ 3	+ 2,3	+ 4,1	+ 3,1	+ 3,3	+ 4,7	+ 3,6
Revenu personnel disponible <i>per capita</i>	+ 4,6	+ 2,5	+ 1	+ 2,7	+ 2	+ 3,8	+ 2,8	+ 3	+ 4,5	+ 3,4
IPC (1992=100)	+ 1,1	+ 2	+ 3,2	+ 2,3	+ 1	+ 2,3	+ 1,1	+ 2,3	+ 1,8	+ 2
Emplois	+ 1,7	+ 1,2	+ 4,1	+ 2,4	- 0,9	+ 2,5	+ 1,5	+ 2,3	+ 2,9	+ 2,1
Taux de chômage	8,1	7,9	3,4	3,6	6,3	6,2	6,9	6,9	4,3	4,3
Ventes au détail	+ 5,5	+ 5,1	+ 7,4	+ 6,1	+ 5,2	+ 5	+ 5,5	+ 6	+ 4,5	+ 5,7
Mises en chantier	- 21,1	- 11,1	- 11,1	- 11,5	- 19,6	+ 2,7	- 0,8	+ 8,3	- 9,9	+ 0,9

Source : Conference Board du Canada

RETOUR SUR 2006

BILAN DE CONJONCTURE



UNE CROISSANCE MONDIALE VIGOUREUSE

Les derniers mois de 2005 ont apporté leur lot de prévisions en vue de déterminer certaines tendances qui caractériseraient l'année à venir. C'était, à ce moment-là, la première fois depuis une décennie que les prix du baril de pétrole dépassaient les 65 \$US, non sans raviver le souvenir des chocs pétroliers des années 70 et 80 qui avaient eu des conséquences lourdes sur l'économie mondiale.

Parallèlement, les prix des matières premières s'engageaient aussi sur une courbe ascendante et les mouvements du marché de l'immobilier aux États-Unis laissaient présager un ralentissement majeur de la première économie mondiale. Ainsi, sans être pessimistes, les prévisions de croissance mondiale pour 2006 étaient tout de même modérées, oscillant entre 2,9 % selon l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) et 4,3 % selon le Fonds monétaire international (FMI).

Tout cela pour dire que l'année 2006 aura finalement été meilleure que prévu, les résultats préliminaires surpassant ces prévisions. En effet, tout indique que le **produit intérieur brut (PIB) mondial** a connu une croissance avoisinant les 4,9 % en 2006 selon les révisions du FMI et aurait même atteint 5,1 %¹ selon les estimations des Nations Unies. De leur côté, les Services économiques d'Exportation et développement Canada (EDC), dans leurs prévisions à l'exportation du printemps 2007, établissent également la croissance du PIB mondial de 2006 à 5,1 %.

Ce dynamisme supérieur aux attentes est principalement tributaire des économies en développement, notamment celles des pays d'Asie où la croissance a atteint 8,2 %. La **Chine** et l'**Inde** en sont les principales locomotives, enregistrant des variations respectives de leur PIB de 9,5 % et de 7,3 %. On envisage aussi des résultats de 5,8 % en **Russie** et, dans une proportion moindre, de 3,3 % au **Brésil**.

Dans les économies avancées, ces données tendent à être beaucoup plus tempérées, s'établissant à 3,2 % dans les **pays de l'OCDE**. Au sein de la **zone euro**, la croissance du PIB était encore moindre, avec 2,7 %. Néanmoins, il s'agissait quand même d'une progression supérieure à la moyenne des dix dernières années, et en nette rupture avec les bas niveaux des cinq années précédentes.

C'est en juillet 2006 que les **prix du pétrole** ont atteint leur sommet aux alentours de 74 \$US le baril², soit 82 % de plus qu'il n'en coûtait à la même période en 2004. Après ces niveaux, les cours du brut ont connu une certaine baisse, permettant de stabiliser la moyenne annuelle pour 2006 à 17 % de plus qu'en 2005. Plusieurs raisons sont évoquées pour expliquer cette hausse des prix. On retrouve bien sûr les conflits géopolitiques majeurs qui exercent des pressions sur la production et l'approvisionnement mondiaux. Toutefois, il semblerait que la raison principale provienne surtout de la demande importante engendrée par les besoins d'une croissance économique rapide de certains pays tels que la Chine, l'Inde et le Brésil³.

Il n'en reste pas moins qu'une telle hausse n'a pas été sans répercussions sur certaines économies, notamment par son influence sur les prix de transport et, conséquemment, sur les prix à la consommation finale ou sur la diminution des marges de certains exportateurs. L'**inflation globale mondiale**, qui gagnait 3,8 %, révèle cette tendance. Néanmoins, la vigilance des décideurs a permis de contenir ses effets sur l'économie mondiale. Ainsi, l'inflation au sein des **économies avancées** (les membres du G7) s'est maintenue à un niveau équivalant au taux enregistré en 2005, soit 2,3 %.

Ce sont les **marchés émergents et les pays en développement** qui ont surtout subi la hausse des prix avec une inflation qui a atteint 5,3 %. Il est à noter que ce taux s'inscrit cependant dans une tendance à la baisse de l'inflation dans ces pays. En effet, le niveau de 2006 était malgré tout inférieur aux taux qui ont caractérisé l'inflation des années précédentes.

Fait à noter, les fluctuations des prix de l'énergie ne semblent pas avoir porté grand préjudice au **commerce international** qui, tel que le reflètent les statistiques de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), a connu un essor particulièrement vigoureux en 2006. Le **commerce des marchandises** a en effet enregistré une augmentation de 8 % par rapport à 2005 et l'OMC chiffre la croissance réelle de la valeur des exportations mondiales à 15 % pour les marchandises et à 11 % pour les services.



¹ Cette donnée de l'ONU est calculée sur la base de la parité du pouvoir d'achat. En considérant le PIB aux prix du marché, la croissance du produit mondial brut devrait être de l'ordre de 3,8 % en 2006.

² Il s'agit là du prix du baril de pétrole brut West Texas Intermediate (WTI) d'après les données de l'Energy Information Administration.

³ « Perspectives de l'économie mondiale de l'OCDE » n° 78.

2006 MARQUE UNE REPRISE QUI RESTE À CONSOLIDER AUX ÉTATS-UNIS...

L'économie américaine, après avoir traversé quelques remous au cours du dernier trimestre de 2005, s'est relativement bien sortie de 2006, affichant, selon le Bureau of Economic Analysis (BEA), un taux de **croissance du PIB réel** de 3,3 %. Loin d'être uniforme, cette croissance a été fulgurante au premier trimestre, s'élevant à 5,6 % (en niveau annualisé). Elle s'est ensuite modérée à des taux de 2,5 % et de 2 % pour le deuxième et le troisième trimestre de 2006. La reprise au quatrième trimestre de l'année, au cours duquel les dépenses des ménages ont gagné en vigueur, est restée modeste, se situant à 2,5 %, en raison notamment des pressions sur le marché de l'immobilier.

Les surprises sont principalement survenues sur le marché de l'emploi alors que le **taux de chômage** atteignait en octobre 2006 son plus bas niveau de l'année à 4,4 %. Quant à la moyenne annuelle de 2006, elle affichait un taux de 4,6 %, ce qui, selon le rapport « Situation et perspectives de l'économie mondiale 2007 » des Nations Unies, est le meilleur résultat des cinq dernières années.

Par ailleurs, l'**inflation ralentissait** à 2,5 % en 2006 selon le Bureau of Labor Statistics (BLS) après s'être établie à 3,4 % en 2005. Il est à noter, toutefois, que le prix des **biens énergétiques** a augmenté de 6,1 % comparativement à 2005. S'il peut paraître élevé au premier abord, ce taux d'inflation des biens énergétiques constitue néanmoins une amélioration par rapport aux augmentations de 26,7 % en 2004 et de 16,7 % en 2005.

Un autre record a été atteint aux États-Unis en 2006, à savoir la taille du **déficit commercial** américain, chiffré à 765 milliards de dollars américains selon EDC, soit près de 6 % du PIB. Cette situation a grandement été influencée par les cours du pétrole, quand on sait que l'économie américaine importe environ 60 % de sa consommation nette de produits pétroliers.

Plusieurs s'interrogeaient sur la capacité de l'économie américaine à concilier des tendances potentiellement déstabilisantes : prix de l'énergie en hausse, haut niveau de consommation et d'endettement des ménages, imminence d'un repli du marché immobilier. Force est de constater que l'économie américaine a su garder son équilibre en 2006. Ainsi, à première vue, la poursuite par la Réserve fédérale de sa politique monétaire restrictive et la majoration de son **taux directeur** de 75 points de base par rapport à 2005 (pour atteindre 5,25 % en 2006) semble avoir porté fruit.

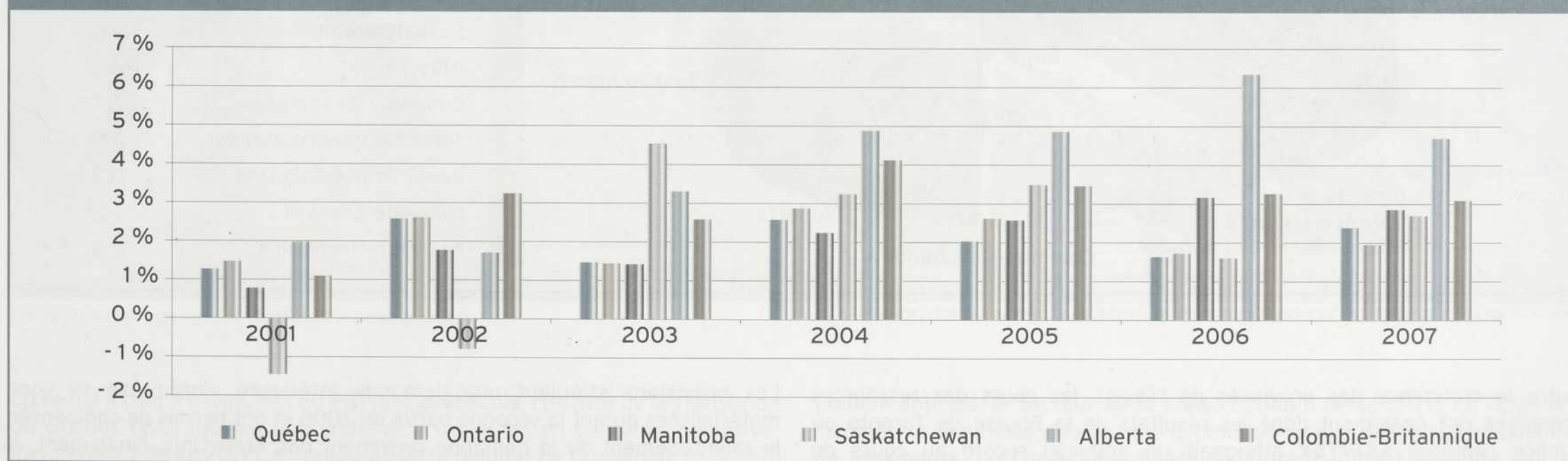
AU CANADA, UNE CROISSANCE INÉGALE ENTRE LES PROVINCES...

Le Canada a connu en 2006 un ralentissement de sa croissance qui a été caractérisée par une variation de 2,7 % du **PIB réel** par rapport à 2005. C'est donc la seconde année consécutive, depuis les 3,3 % atteints en 2004, que l'économie canadienne progresse à un rythme légèrement inférieur à l'année précédente. Ce faisant, le Canada obtenait la 16^e place du classement du Forum économique mondial pour ce qui est de l'index de productivité.

Derrière les données canadiennes se cachent cependant d'importantes variations à l'échelle régionale. Les provinces ont été, en effet, marquées par des **résultats disparates** selon leur emplacement géographique. Ainsi l'Ouest canadien⁴ a connu, en moyenne, un taux de croissance réel avoisinant 5,4 % alors que dans l'Est⁵, il peinait à atteindre 1,5 %.

Les variations à la hausse du prix des matières premières (dont le prix de l'énergie) ainsi que la vigueur qui a caractérisé les cours du huard semblent les principales causes de ces résultats. C'est effectivement dans les provinces de l'Ouest que nous retrouvons la majeure partie des champs pétrolifères exploités. D'un autre côté, les difficultés qu'ont connues certains exportateurs canadiens, notamment dans le secteur manufacturier, ne peuvent être dissociées de la perte de pouvoir d'achat qu'une devise plus forte impose à la monnaie des importateurs étrangers.

ÉVOLUTION DU PIB RÉEL PAR PROVINCE



Source : D'après les données du Conference Board du Canada

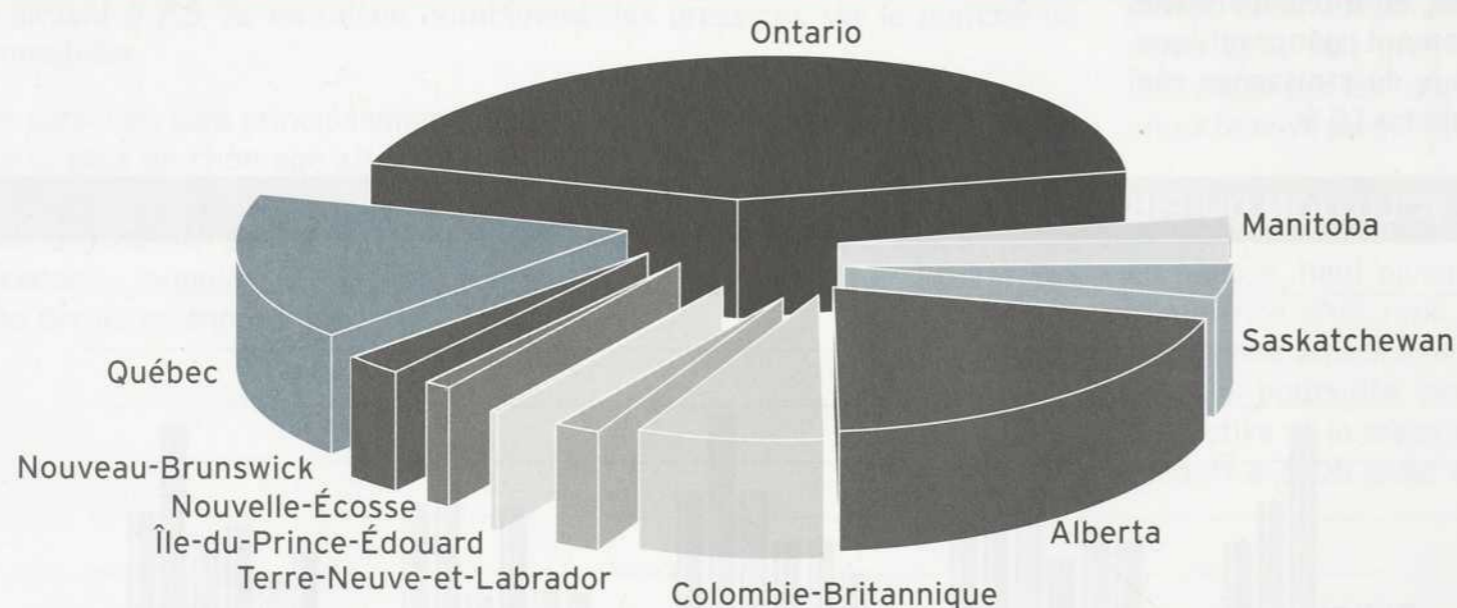
⁴ Les provinces concernées sont l'Alberta, la Colombie-Britannique, le Manitoba et la Saskatchewan

⁵ Le Québec et l'Ontario

Ainsi, les **exportations canadiennes de biens** ont eu une progression inférieure à 1 % en 2006 selon les services économiques d'EDC. L'organisme voit une grande partie de l'explication résider dans la chute des exportations dans certains secteurs, notamment l'automobile, les avions de transport régional et la foresterie. Mais, à l'image des variations du PIB, les exportations n'ont pas suivi la même tendance de province en province. On note des taux respectifs de 17,2 % et de 10,3 % au Manitoba et en Saskatchewan, alors que l'Ontario était caractérisée par un recul de 1,4 %.

Somme toute, les résultats affichés par le Canada ne s'éloignent pas tellement des prévisions qui avaient été émises pour 2006. Le ralentissement de la croissance des exportations de biens a été plus marqué que les 3 % qui avaient été prévus au printemps 2006. Toutefois, l'économie semble avoir traversé, avec plus de bien que de mal, la période d'appréciation de sa devise.

PART DES PROVINCES DU TOTAL DES EXPORTATIONS CANADIENNES DE BIENS (2006)



Provinces	%
Québec	16,9
Ontario	43,2
Manitoba	2,8
Saskatchewan	3,8
Alberta	19,8
Colombie-Britannique	8,1
Terre-Neuve-et-Labrador	2,2
Île-du-Prince-Édouard	0,2
Nouvelle-Écosse	1,2
Nouveau-Brunswick	2,5

Source : D'après les données des Services économiques d'Exportation et développement Canada (EDC)

Outre la croissance des provinces de l'Ouest, les cours des ressources premières ont également dopé les résultats de la Bourse de Toronto où l'indice composé **S&P/TSX** atteignait un nouveau record au cours du quatrième trimestre en dépassant le seuil des 13 000 points.

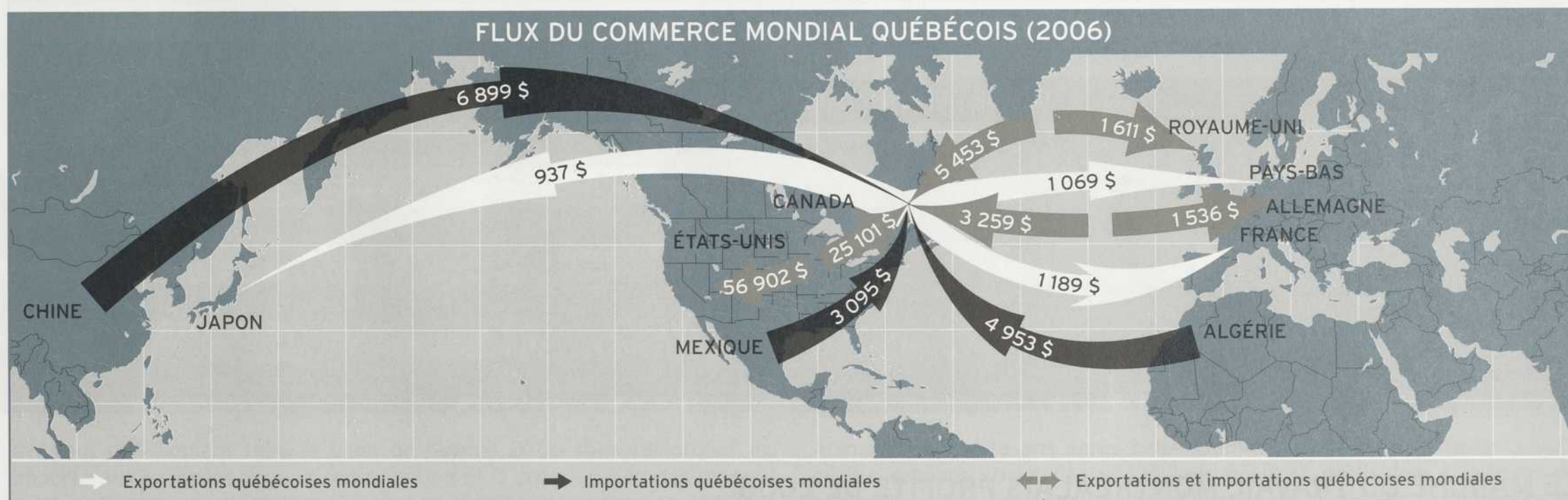
De son côté, la Banque du Canada a rehaussé son **taux de financement à un jour** de 100 points de base au cours de l'année, l'emmenant ainsi de 3,25 % en janvier 2006 à 4,25 % à partir de mai et pour le reste de l'année. De ce fait, l'**inflation**, de l'ordre de 2 % en 2006, demeurait dans la fourchette de la cible maîtrise de l'inflation.

Les prévisions stipulant une demande intérieure vigoureuse se sont matérialisées durant la seconde partie de 2006 et ont permis de compenser le ralentissement de la demande provenant des États-Unis. Finalement, à l'exception de certains cas et de certains secteurs, les producteurs ont su miser sur un dollar plus fort pour amorcer des investissements et, de ce fait, augmenter leur capacité de production.

LE QUÉBEC AFFICHE DES RÉSULTATS TIMIDES MAIS PROMETTEURS...

2006 a marqué, au Québec, des records dans le marché du travail. La moyenne annuelle du **taux de chômage**, de l'ordre de 8 %, a été le plus bas niveau annuel enregistré depuis 1976. Les données de Statistique Canada indiquent aussi que le **taux d'emploi** établissait le record annuel de trois décennies en 2006 en atteignant 60,23 %.

Cette hypothèse est d'ailleurs soutenue par les résultats, somme toute positifs, du Québec en matière d'**exportations**. En effet, ces dernières ont progressé, selon EDC, de 3,5 % par rapport à 2005. Ce taux, en plus d'être loin au-dessus du résultat canadien, surpasse également les résultats de l'Alberta et de la Colombie-Britannique qui étaient respectivement de 1,5 % et de -2,2 %.



Source : D'après les données de l'Institut de la statistique du Québec

En ce qui a trait à l'évolution du **PIB réel québécois**, l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) indique une croissance de 1,6 %, en baisse comparative aux 2,2 % de 2005, et moindre que le résultat de l'ensemble canadien. D'après l'ISQ, ce serait d'abord le fait d'une demande intérieure québécoise moins vigoureuse que la demande intérieure canadienne.

Comme anticipé, le **secteur de la construction** a cessé d'être en 2006 une locomotive de croissance avec une diminution de 6 % des **misés en chantier de logements**. Le Conference Board du Canada (CBOC) souligne que les 47 877 unités mises en chantier en 2006 représentent le niveau le plus bas depuis quatre ans.

EXPORTATIONS QUÉBÉCOISES MONDIALES

Pays	Valeur (millions \$ courants) 2006	Variation par rapport à 2005	En % du total des exportations québécoises
États-Unis	56 902	- 1 %	77,6 %
Royaume-Uni	1 611	+ 19 %	2,2 %
Allemagne	1 536	+ 75 %	2,1 %
France	1 189	+ 20 %	1,6 %
Pays-Bas	1 069	+ 44 %	1,5 %
Japon	937	- 21 %	1,3 %

IMPORTATIONS QUÉBÉCOISES MONDIALES

Pays	Valeur (millions \$ courants) 2006	Variation par rapport à 2005	En % du total des importations québécoises
États-Unis	25 101	0 %	31,1 %
Chine	6 899	+ 16 %	8,5 %
Royaume-Uni	5 453	+ 3 %	6,8 %
Algérie	4 953	+ 19 %	6,1 %
Allemagne	3 259	+ 2 %	4,0 %
Mexique	3 095	+ 21 %	3,8 %

Source: Institut de la statistique du Québec

LE MARCHÉ DU TRAVAIL MONTRÉALAIS PROFITE DE 2006...

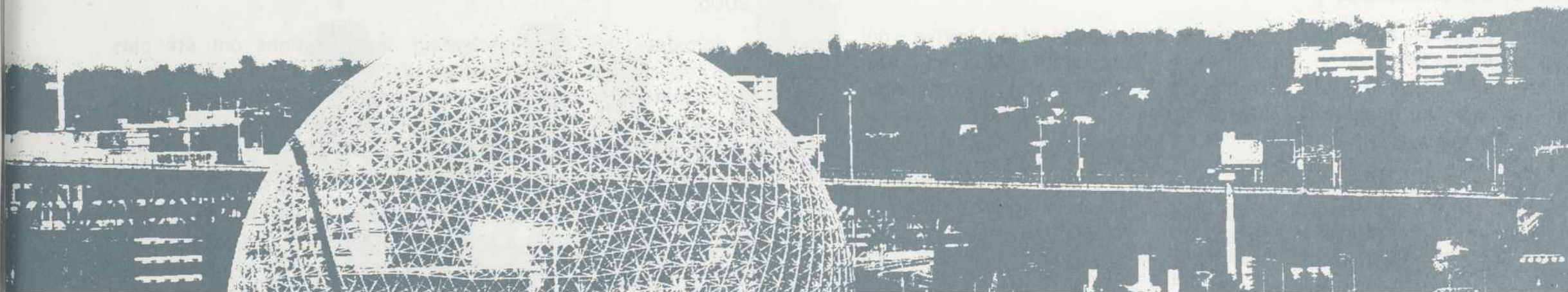
Malgré un taux de **croissance du PIB réel** de 1,6 % en 2006, comparative-ment à 2 % en 2005 et à 2,2 % en 2004, la région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal a connu une année relativement profitable à certains égards.

Dans un premier temps, la RMR affichait son meilleur **taux d'emploi** depuis les 20 dernières années, ce dernier s'élevant à 62 %. De plus, le **taux de chômage**, dont la moyenne annuelle était de 8,4 %, connaissait une baisse marquée qui le ramenait proche de son niveau de 2001, rompant ainsi avec les taux des cinq dernières années et s'inscrivant dans la tendance à la baisse entamée depuis 2004. On comptait aussi pas loin de 34 000 **emplois créés**, soit presque 45 % de plus qu'en 2005.

Les résultats du marché du travail de l'île de Montréal vont de pair avec les constatations observées dans la RMR. En effet, le Bilan économique de l'agglomération de Montréal indique que le **taux d'emploi** et le **taux d'activité**, respectivement de 59,4 % et de 66 %, établissaient les meilleures performances des vingt dernières années. Le Bilan signale toutefois une nuance quant à la nature des emplois créés sur le territoire de l'île de Montréal. En effet, les 23 700 nouvelles ouvertures de postes étaient toutes dans le domaine des **emplois à temps partiel**. La perte de 3 900 emplois à temps plein révèle que, malgré de belles améliorations, le marché de l'emploi demeure fragile. ■

LES GRAPPES MONTRÉALAISES EN 2006

2006 ET LES GRAPPES MÉTROPOLITAINES : ÇA MÛRIT !



On peut difficilement faire le bilan de l'année 2006 sans remarquer les importantes avancées dans la consolidation et la structuration des grappes métropolitaines montréalaises. En effet, si le PIB québécois progressait en 2006 à une vitesse modérée de 1,6 %, tous les secteurs ne suivaient pas nécessairement cette tendance. Ainsi, on notait des avancées intéressantes, notamment dans les secteurs liés à l'aérospatiale, aux sciences de la vie et aux technologies de l'information.

La Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) a produit, en 2003, un portrait exhaustif des principales grappes à développer. On y remarquait que ces dernières permettraient de capitaliser sur les acquis de Montréal, tant au plan du savoir que de l'expertise et de la présence, sur son sol, de grands joueurs nationaux et internationaux.

Aujourd'hui, quatre ans après cette première étape, la métropole compte quatre grappes structurées dont trois qui font partie des « grappes de compétition » – l'aérospatiale, les sciences de la vie, les technologies de l'information – et une issue des « grappes de rayonnement », le cinéma.

C'est d'ailleurs en 2006 qu'a été lancé le secrétariat de la grappe du secteur aérospatial, **Aéro Montréal**, qui regroupe les joueurs de l'industrie aérospatiale et mobilise gens d'affaires, institutions, associations et secteur public. Et pour cette première année d'activité, les résultats s'avèrent pour le moins prometteurs. En effet, dans le rapport du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation du Québec (MDEIE) « Faits saillants et chiffres sur le secteur pour 2006 », le portrait dressé indique qu'au Québec le secteur comptait cette année-là **241 entreprises** employant **40 400 personnes** (fait à noter, 98 % de l'activité aérospatiale québécoise est concentrée dans la région métropolitaine de Montréal).

Si le nombre d'entreprises reste inchangé par rapport à 2005 (240 firmes), on note une progression de 3,5 % du nombre d'emplois comparativement à ceux occupés l'an dernier. En ce qui a trait au chiffre d'affaires de la grappe, il a connu une hausse de 2,7 %, ce qui l'a amené de 11,1 milliards \$ en 2005 à **11,4 milliards \$** en 2006.

Il en ressort aussi qu'aujourd'hui, 80 % de la production provinciale est exportée, ce qui élève les produits de l'industrie au premier rang des exportations manufacturières québécoises. La variation des **exportations** québécoises de **produits et pièces de l'industrie aérospatiale**, même si elle accusait un léger recul de 0,06 % par rapport à 2005, comptait néanmoins pour une valeur de **8 milliards \$**, soit près de 11 % de la valeur totale des exportations québécoises.

Pendant ce temps, la **grappe des sciences de la vie, Montréal InVivo** - qui a vu le jour en avril 2002 - affichait aussi des résultats positifs en 2006. On recensait, au sein des **479 entreprises** et des **149 centres de recherche** qui la composent, quelque **40 500 emplois** dont 15 000 dans le secteur biopharmaceutique. Les activités de cette grappe ont généré cette année des revenus de **4 milliards \$**.

Les **exportations** issues de la fabrication de produits **pharmaceutiques et de médicaments** ont particulièrement contribué à cet essor avec un bond de 14 % par rapport à 2005, pour ainsi atteindre un total de **780,75 millions \$** en 2006.

Par ailleurs - autre élément positif pour la grappe des sciences de la vie -, c'est elle qui s'est taillé la part du lion du **capital de risque** investi au Québec en 2006. Les données de Thomson Financial pour Réseau Capital révèlent que 44 % des mises de fonds investies dans la province, soit **263 millions \$**, ont été allouées aux **sciences de la vie**, ce qui représente une augmentation de 42 % par rapport au montant investi en 2005. De ces sommes, le secteur **biopharmaceutique** s'est accaparé 93 % du total, soit **246 millions \$**. Il s'agit, pour ce secteur spécifique, d'une augmentation de l'ordre de 68 %. Voilà qui laisse entrevoir des années intéressantes et performantes si les investissements réalisés finissent par porter fruit.

La troisième grappe de compétition, celle de l'industrie montréalaise des **technologies de l'information et des communications (TIC)**, aura dû attendre le printemps 2007 pour être officiellement lancée sous le nom de **TechnoMontréal**. Cela n'a toutefois pas empêché le secteur d'afficher des résultats intéressants pour l'année. En ce qui concerne l'emploi, on note une prédominance dans les postes reliés aux services informatiques. Selon les données de Statistique Canada, les emplois dans le secteur des **télécommunications** ont augmenté de 26 %, passant de 26 800 au quatrième trimestre de 2005 à non loin de 33 800 pour la même période en 2006. Les postes occupés dans la **conception de systèmes informatiques**, malgré une légère diminution de 1,6 %, étaient à hauteur de 43 300 au quatrième trimestre de 2006 relativement à 44 000 durant les derniers mois de 2005.

Dans les domaines liés à la fabrication, les variations ont été plus importantes et, surtout, dissemblables. En effet, si l'industrie de la **fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques** voyait le nombre de ses travailleurs croître de 26,6 % entre les quatrièmes trimestres de 2005 et de 2006, celle de la **fabrication de produits informatiques et électroniques** affichait une baisse de 32 % durant la même période.

Quant au financement, les données relatives au capital de risque indiquent un léger repli, comparativement à 2005, qui toutefois paraît négligeable en termes réels. Le secteur des TI a amassé 36 % du capital de risque total investi en 2006, alors qu'en 2005, le total avoisinait les 40 %. La nuance à établir est surtout du côté des entreprises financées. En 2005, elles étaient 72 à se partager 219 millions \$, alors qu'en 2006, ce sont 57 compagnies qui se partagent **217 millions \$**.

Finalement, les exportations québécoises de produits propres au secteur des TIC traversaient, en 2006, une période légèrement mouvementée. Plusieurs baisses ont été remarquées, notamment en ce qui a trait aux exportations de **produits informatiques et électroniques** et à celles de **matériel informatique et périphérique** qui ont respectivement diminué de 17 et de 3 % par rapport à 2005. D'un autre côté, les exportations de **matériel de communication** et de **matériel téléphonique** ont enregistré des progressions respectives de 1 et de 3,5 % relativement à leur valeur de 2005. ■

LES SOCIÉTÉS D'ÉTAT EN 2006



CRUS, VENTS FAVORABLES ET GAINS : LA CONTRIBUTION DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT AUX ENTRÉES GOUVERNEMENTALES

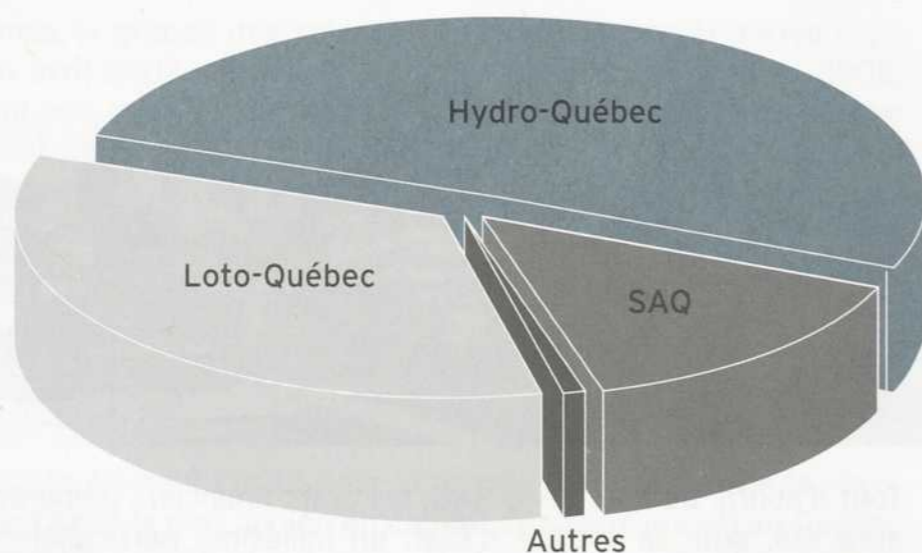
L'année 2006 aura représenté, pour les trois principales sociétés d'État, une année somme toute réussie. En effet, les revenus engendrés par Hydro-Québec, la Société des alcools du Québec (SAQ), et Loto-Québec s'élevaient au-dessus des résultats de l'année précédente – ce qui a aidé à regarnir les coffres de l'État à une période où les finances publiques étaient dans une situation délicate.

Tout d'abord, du côté de la SAQ, les états financiers démontrent que 2006 aura été, pour la société d'État, un millésime particulièrement rentable. La SAQ a effectivement augmenté son **bénéfice net** de 20,4 %, le faisant passer de 545,8 millions \$ en 2005 à **659,9 millions \$** en 2006. Fait à noter, les **ventes nettes** n'ont augmenté que de 9,4 % durant cette période et les **charges d'exploitation** encore moins, à 1,7 %. Ces données suggèrent un contrôle particulièrement serré des coûts, permettant ainsi à la société de générer, pour chaque dollar de ventes, un rendement supérieur et, conséquemment, plus de profits par rapport à l'exercice précédent. Ce faisant, pas loin de 660 millions de dollars ont été versés au gouvernement du Québec par la SAQ pour l'année 2006.

Quant à **Hydro-Québec**, des vents très profitables ont soufflé sur 2006 – et pas seulement au plan éolien. La société a, durant l'année, lancé ou complété plusieurs chantiers dont le plus grand projet hydroélectrique des dix dernières années au Québec : Eastmain-1-A-Sarcelle-Rupert. L'un des points saillants du rapport annuel de 2006 est, sans contredit, l'**augmentation de 66 % des bénéfices nets** – qui ont atteint **3,741 milliards \$** – par rapport aux résultats de 2005. On note aussi des **dividendes déclarés de 2,342 milliards \$**, plus du double de l'année précédente.

Enfin, cette année encore a permis à Loto-Québec d'empocher des gains intéressants. La société a cumulé un **bénéfice net** avoisinant **1,6 milliard \$** en 2006, une progression de 1,9 % par rapport à 2005. La presque totalité de cette somme sera versée en **dividendes au gouvernement** du Québec, soit **1,537 milliard \$**. Selon le bilan de la société, 38 % de cette somme sera allouée au financement de la santé et des services sociaux et 22 % à l'éducation, aux loisirs et au sport au cours de l'exercice 2006-2007.

RENTRÉES FISCALES ISSUES DE SOCIÉTÉS D'ÉTAT (2006)



Hydro-Québec	51 %
Loto-Québec	34 %
SAQ	14 %
Autres	1 %

Source : Budget du gouvernement du Québec, 2007-2008.

Somme toute, c'est un total avoisinant les **4,5 milliards \$** qui se retrouve dans les coffres du gouvernement au terme de 2006 grâce à ces trois sociétés d'État. Ces revenus qui ont progressé de 7,6 % par rapport à 2005 représentaient, en 2006, environ **99 % des rentrées fiscales** provenant des entreprises du gouvernement. ■

LES PME EN 2006 À MONTRÉAL

UNE ANNÉE DE DÉFIS



Le phénomène de mondialisation, qui est l'une des principales caractéristiques du XXI^e siècle, pose des défis importants quant à la faculté d'adaptation des entreprises à la concurrence étrangère tout en essayant de s'assurer des parts de marché, que ce soit à l'échelle nationale ou sur le plan international.

Les PME québécoises n'échappent pas à cette réalité et doivent redoubler d'efforts et d'ingéniosité afin de conserver à tout le moins leurs acquis. Nous avons assisté, en 2006, à une intensification des défis auxquels nos PME ont été confrontées. La croissance rapide des économies émergentes s'est accompagnée d'une augmentation des prix des matières premières et des biens énergétiques. Ces augmentations ont ainsi entraîné, entre autres, une appréciation du dollar canadien vis-à-vis de sa contrepartie américaine.

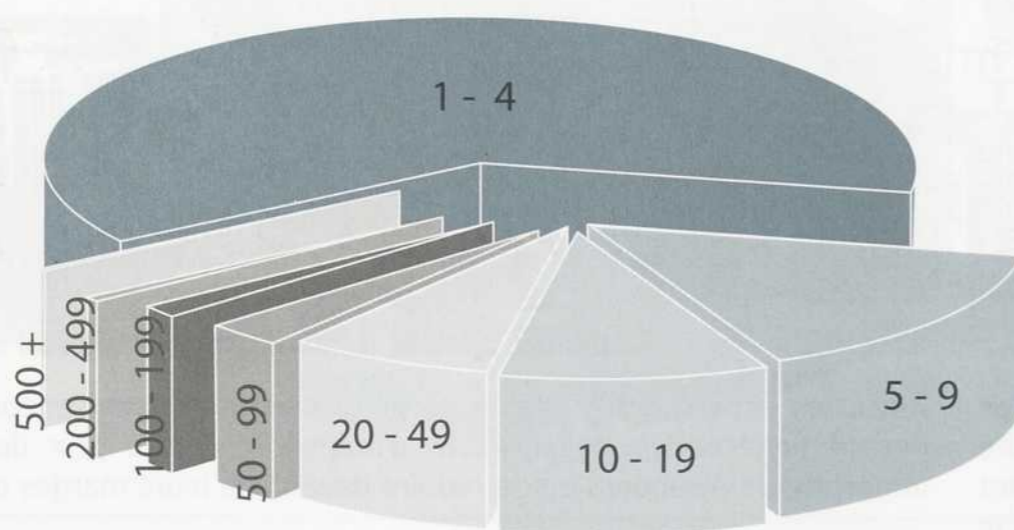
Ainsi, les exportateurs québécois et canadiens se sont encore retrouvés devant l'alternative désagréable d'augmenter leurs prix de vente aux importateurs étrangers ou de réduire davantage leurs marges de profit.

Cela dit, un dollar plus élevé permet cependant aux PME d'accroître leurs investissements, tout particulièrement pour l'acquisition de nouvelles machines visant à augmenter la productivité. À cet égard, les données de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) permettent de constater que les **dépenses en immobilisations** relatives à l'acquisition de machines et d'équipements ont augmenté de 4,3 % au Québec, passant de 18,697 milliards \$ en 2005 à 19,056 milliards \$ en 2006. Les dépenses de construction ont progressé, quant à elles, de 3,7 % pour atteindre 31,911 milliards \$ en 2006.

Si certaines firmes ont profité du climat propice à l'investissement, d'autres ont dû composer avec les nuages noirs qui se profilaient à l'horizon et fermer leurs portes. Ainsi, les données du registre des entreprises de Statistique Canada indiquent un léger recul de 0,51 % en ce qui a trait **aux établissements actifs sur le territoire de la RMR** de Montréal. Ces derniers sont passés de 109 546 en 2005 à 108 986 en 2006. Les changements n'ont toutefois pas été uniformes pour toutes les tailles d'entreprises. En effet, une seule catégorie a crû durant cette période, à savoir les établissements dont le personnel compte de 1 à 4 employés. Après un accroissement de 2,6 %, ces derniers ont vu leur nombre passer à près de 68 000 en 2006. De ce fait, ces PME comptent pour 62 % des sociétés actives dans la région métropolitaine.

Ce sont les entreprises dont les activités sont issues de la **construction résidentielle** et de la **conception de systèmes informatiques et services connexes** qui se classaient en tête du palmarès quant au nombre d'établissements. Leur accroissement respectif a été, en 2006, de 2,6 et 6,3 % par rapport à 2005. Concernant la construction résidentielle, les variations les plus importantes résident au sein des sociétés dont l'effectif se situe entre 50 et 99 employés. Leur nombre a doublé pour atteindre 28 établissements comparativement aux 14 recensés en 2005.

RÉPARTITION DES ÉTABLISSEMENTS SUR LE TERRITOIRE DE LA RMR SELON LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (2006)



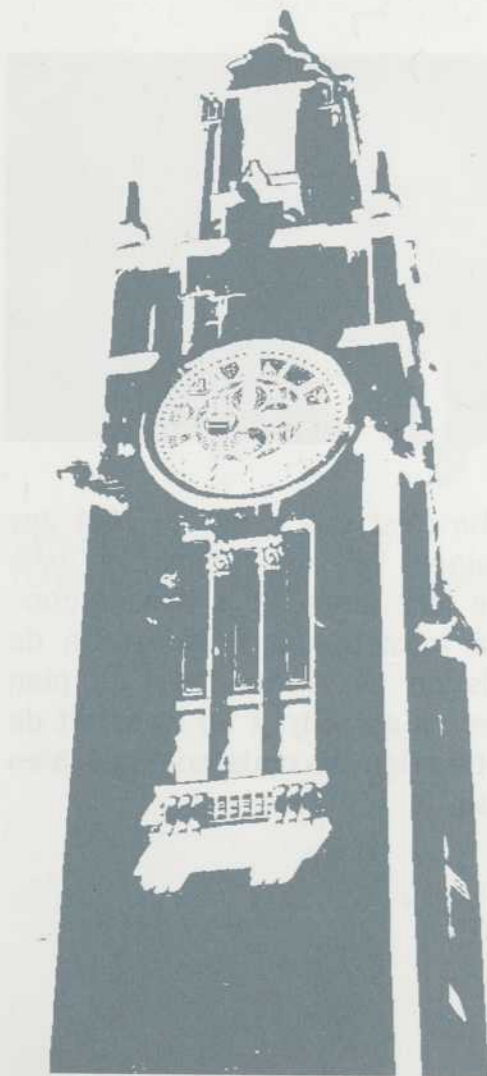
Nombre d'employés	%
1 - 4	62,07
5 - 9	15,20
10 - 19	10,09
20 - 49	7,50
50 - 99	2,75
100 - 199	1,39
200 - 499	0,67
500 +	0,32

Source : Statistique Canada, Registre des entreprises, 2006

En contrepartie, des pertes marquées sont observables, en valeur absolue, dans le secteur des **services de conseil en gestion administrative et générale** qui compte 115 établissements de moins. Toutefois, cette diminution est à nuancer car, en variation, elle représente une réduction de 7,8 % parmi les 1 480 établissements actifs dans ce secteur en 2005. ■

LE BILAN DE DIRIGEANTS D'ENTREPRISES

QUELLES ONT ÉTÉ LES LEÇONS DE 2006 ?



M. Philippe Trudeau
Président, Trudeau Corporation Inc.

L'année 2006 a représenté une excellente année pour la société. L'Europe, les États-Unis et le Canada sont des économies qui roulent bien côté consommation, surtout avec le renouveau des tendances santé et du plaisir qu'il y a à se regrouper en famille pour des repas. À Montréal, les résultats ont aussi été bons du fait qu'on retrouve de plus en plus de détaillants dans le secteur alimentaire. L'année dernière s'est terminée sur un bilan au-delà de nos attentes avec une augmentation de 15 % de notre chiffre d'affaires. On s'attend à de très bons résultats en 2007 et à une progression de 10 % du chiffre d'affaires.



M. Sébastien Gignac
Président et chef de la direction
ART Recherches et Technologies Avancées Inc.

L'ascension de Montréal au statut de l'un des chefs de file du domaine des sciences de la vie en Amérique du Nord a été possible parce que les différents paliers de gouvernement ont investi dans la recherche publique et les infrastructures et ont encouragé l'investissement privé. En 2006, cette heureuse conjoncture a été renforcée par la nouvelle politique du médicament et la stratégie de recherche et d'innovation du gouvernement du Québec qui contribuera sans aucun doute à ce que Montréal consolide son leadership dans ce secteur.

M. Simon Gauthier
Président, Novabrik International Inc.

Après un premier semestre soutenu dans le secteur de la construction au Québec, le deuxième semestre a donné lieu à un ralentissement important tant des mises en chantier que des livraisons de matériaux de construction aux différents distributeurs. Cette diminution au Québec nous a amenés à mettre en évidence les autres marchés tels que l'Alberta, les USA et l'Europe.



En 2006, nous avons conclu plusieurs ententes de distribution de notre produit Novabrik sur ces marchés dont une entente nationale avec Lowe's au USA. Nous avons aussi continué à progresser et à développer les ventes de notre usine en République Tchèque qui dessert également le marché allemand.

C'est lorsqu'elle vit des moments creux qu'une entreprise doit élargir son marché et pénétrer les marchés extérieurs pour être en mesure de poursuivre sa croissance.

Mme Joan Vogelesang
Chef de la direction, Toon Boom Animation

Puisque Toon Boom veut être exportateur net, l'entreprise garde le cap sur la conquête de nouveaux territoires qui présentent un grand potentiel d'affaires. Nous proposons donc régulièrement de nouveaux produits et nous recrutons une main-d'oeuvre multilingue et multiculturelle, en plus d'augmenter notre visibilité par la présence de l'entreprise dans les foires, les festivals et les médias. En 2006, nous avons renforcé notre position à cet égard. En



embauchant ainsi plus de personnel de milieux culturels différents, nous avons atteint le nombre exceptionnel de 15 langues parlées au sein de l'entreprise, ce qui nous permet d'explorer plus de marchés dans plus de pays. Nos buts ont été atteints pour 2006 et nous envisageons, pour les deux prochaines années, de développer de nouveaux marchés principalement en Afrique et dans les Caraïbes.

M. Jean Simard
Président, L. L. Lozeau Ltée

Les ventes au détail de produits photographiques numériques haut de gamme de même que les ventes de vidéos de même gamme ont dépassé nos attentes. Par contre, la profitabilité est à la baisse en raison du plus grand nombre de détaillants de grande surface qui se font une compétition des plus féroces.

Nous devons miser sur un service A.P.A. (avant, pendant, après-vente) des plus performants.



Toutefois, la partie n'est pas jouée du côté des ressources humaines. Les gens qualifiés dans notre domaine se font rares. Nous devons donc avoir un plan de formation à l'interne. Un de nos grands défis en ce moment est le plan organisationnel en ce qui a trait au transfert de la 2^e à la 3^e génération et nous sommes bien décidés à le réussir.

CHRONIQUE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE CANADA

LE MARCHÉ DU TRAVAIL MONTRÉALAIS EN 2006



Sylvain Bélisle
Direction Recherche et Analyse, Développement Économique Canada

La région métropolitaine de Montréal a connu une bonne année 2006 sur le plan du marché du travail. La hausse de 33 000 postes a été la plus importante des quatre dernières années et pour la première fois depuis 2001, le rythme de croissance d'emploi (1,8 %) surpassait celui observé dans l'ensemble du Québec (1,3 %). Cette bonne performance du côté de la création d'emplois a permis de faire reculer le taux de chômage de trois dixièmes de point à 8,4 %. En raison d'une croissance démographique plus soutenue et de l'entrée plus importante encore de nouveaux venus sur le marché du travail, le taux de chômage demeurait légèrement supérieur à la moyenne de 8 % observée au Québec, mais tout de même à un niveau parmi les plus bas des 20 dernières années.

Ces résultats ont certes de quoi réjouir, mais ils ne doivent pas occulter les défis qui demeurent importants pour la région. Ainsi, malgré cette bonne performance, les principaux indicateurs du marché du travail pour Montréal demeurent généralement en deçà de ceux affichés par les principales régions métropolitaines canadiennes. Sur le plan de l'emploi, la croissance a été certes plus dynamique que celle affichée par Toronto en 2006, une première depuis 2002, mais elle demeure nettement en retrait de la croissance des régions métropolitaines d'Ottawa-Gatineau, de Calgary, d'Edmonton et de Vancouver qui ont toutes affichées une croissance supérieure à 2 %. Le taux de chômage présente, quant à lui, un écart défavorable de 1,8 point de pourcentage avec Toronto et de plus de trois points avec chacune des autres régions métropolitaines. Enfin, le taux d'emploi reste en deçà des autres grandes régions métropolitaines précitées.

Tout comme pour Toronto, le secteur manufacturier montréalais a été fortement secoué par la hausse rapide de la valeur de la monnaie canadienne face à la devise américaine au cours des quatre dernières années et par l'intensification de la concurrence des pays à faible coût de main-d'oeuvre. Pas moins de 17 000 postes ont été perdus dans ce secteur au cours de la dernière année et un peu plus de 45 000 depuis 2002. Au cours des 20 dernières années toutefois, des efforts de diversification importants ont permis à la région de passer d'une structure industrielle dominée par la production de biens de consommation (vêtements, meubles, etc.) vers une structure maintenant dominée par les biens d'investissement (aéronautique, produits chimiques et pharmaceutiques, etc.). Même si les défis demeurent importants dans le contexte de mondialisation, cette présence accrue des industries à plus forte valeur ajoutée place Montréal dans une meilleure position pour saisir les occasions à venir.

Ces défis ne pourront être relevés sans que les entreprises manufacturières ne soient appuyées par des services de soutien spécialisés dans les domaines financiers, professionnels, scientifiques et techniques, ainsi que par différents services administratifs et services de gestion performants. À cet égard, on peut se réjouir de la bonne performance affichée par ces industries de services au cours des dernières années. Elles ont permis la création de plus de 31 000 emplois en 2006 et on leur doit plus de 50 % de la croissance de l'emploi depuis 2002. En plus de soutenir le secteur manufacturier dans des activités aussi importantes que la R-D, l'innovation et la commercialisation des produits, elles participent au développement de l'expertise professionnelle pouvant être commercialisée directement à l'étranger et contribuent à accroître la compétitivité de Montréal à l'échelle nationale et internationale. ■



Développement
économique Canada

Canada Economic
Development

Canada